

## Soupçons avérés

Un nouvel oxymore ! Le soupçon est sans preuve, et avéré signifie une vérité établie. Voilà CASTAGNER qui manie la suspicion comme d'autres pratiquent l'affirmation : machin est un con, sans preuve à l'appui

Il y a dans l'histoire des « soupçons avérés » qui ont fait des dégâts. Deux exemples suffiront : l'exécution du duc d'Enghien et l'affaire DREYFUS.

Louis Antoine Henri de Bourbon, duc d'Enghien, descendant du Grand Condé, était à trente deux ans un émigré résidant à Ettenheim au pays de Bade. Il fut enlevé par des hommes du Premier Consul à vie, BONAPARTE, dans la nuit du 15 au 16 mars 1804, conduit à VINCENNES, jugé par une cour martiale et fusillé le 21 mars dans les fossés du château.

Pourquoi cette exécution sommaire à quelques mois du sacre ?

Le soupçon des deux faits tient aux actions de CADOU DAL, un chef chouan impliqué dans plusieurs complots contre BONAPARTE et guillotiné au début de 1804. BONAPARTE veut transformer sa dictature à vie en monarchie et ruiner l'éventualité d'une restauration des BOURBONS, d'où le choix d'une personnalité royale, au passé familial guerrier, qui passe à la trappe par cet assassinat politique : un soupçon avéré !

Le capitaine Louis DREYFUS a trente cinq ans quand commence son calvaire. Il est né en Alsace et ses parents par patriotisme se sont réfugiés en France après la défaite de 1871. Il est rattaché à l'état major de l'armée quand un bordereau anonyme est découvert dans une corbeille à papier de l'ambassade d'Allemagne et mentionne des documents secrets qui lui auraient été livrés (1894) ... Son écriture fait penser à celle de DREYFUS : voilà le soupçon ! Comme le soupçonné est juif, le soupçon est sinon avéré, du moins confirmé. Et le voilà arrêté, traduit devant le conseil de militaire, condamné à vie au bagne de CAYENNE et dégradé : un soupçon avéré de plus !

L'antisémitisme de l'armée encore peu républicaine appelle des responsables politiques et militaires à s'interroger. Le commandant ESTERHAZY, amateur de jeux et d'argent, qui est le vrai coupable, est jugé en janvier 1898 par le même tribunal militaire et ... acquitté ! Dans la foulée, Emile ZOLA publie son article célèbre *J'accuse* et l'affaire DREYFUS proprement dite éclate au grand jour. Elle durera jusqu'en 1906 quand le Président Eugène LOUBET graciera DREYFUS qui sera réintégré et promu dans l'armée.

Entre temps, la folie antidreyfusarde, antisémite et antirépublicaine opposée à la Ligue des Droits de l'Homme aura fait des dégâts, par exemple l'accident mortel, soupçon avéré d'assassinat (?), de ZOLA ...